



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

www.reriss.org

Numéro 05

**REVUE D'ETUDES ET DE RECHERCHES
INTERDISCIPLINAIRES EN
SCIENCES SOCIALES**



ISSN: 2788 - 275x

Juin 2023



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

ORGANISATION

Directeur de publication

Monsieur BAHA-BI Youzan, Professeur Titulaire de Sociologie du Développement Economique et Social, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Directeurs de la rédaction

Monsieur TOH Alain, Maître de Conférences de Sociologie du Développement rural, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur DJE Bi Tchan Guillaume, Maître de Conférences de Psychologie génétique différentielle, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Secrétariat de rédaction

KOFFI-DIDIA Adjoba Marthe, Maître de Conférences de Géographie rurale, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur SEHI Bi Tra Jamal, Maître de Conférences de Sociologie du Développement Economique et Social, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur BAH Mahier Jules Michel, Maître de Conférences de Sociologie du Politique, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Mademoiselle N'CHOT Apo Julie, Maître-Assistant de Sociologie de la Famille et de l'Education, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Madame KOUAME Solange, Maître-Assistant (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Comité Scientifique

Monsieur AKA Adou, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur AKA Kouamé, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ALLOU Kouamé René, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ASKA Kouadio, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ATTA Koffi Lazare, Directeur de recherches (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur BAH Henry, Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

Monsieur BANEGAS Richard, Professeur Titulaire (Institut d'Etudes Politiques, Paris, France)

Monsieur BIAKA Zasséli Ignace, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur BOA Thiémélé Ramsès, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur CHAUVEAU Jean Pierre, Directeur de Recherches (IRD, Montpellier, France)

Monsieur DAYORO Z. A. Kévin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DEDY Séri Faustin, Maître de Recherches (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DOZON Jean Pierre, Directeur de Recherches (EHSS, Marseille, France)

Monsieur EZOUA C. Thierry A., Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur GOGBE Téré, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur HAUHOUOT Célestin, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur IBO Guéhi Jonas, Directeur de Recherches (Université Nangui Abrogoua, Abidjan, RCI)

Madame KOFFIE-BIKPO Céline Yolande, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KONE Issiaka, Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUADIO Guessan, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUAKOU N'Guessan F., Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUASSI N'goran F., Directeur de Recherches (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUDOU Opadou, Professeur Titulaire (Ecole Normale Supérieure, Abidjan, RCI)

Monsieur N'DA Paul, Professeur Titulaire (Ecole Normale Supérieure, Abidjan, RCI)

Monsieur N'DOUBA Boroba F., Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

Monsieur TRA Fulbert, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Comité de lecture

Monsieur ADJA Vanga Ferdinand, Professeur Titulaire (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo, RCI)

Monsieur NASSA Dabié Axel, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur AGNISSAN Aubin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KEI Mathias, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KONIN Séverin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUAKOU Ossei, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUDOU Landry Roland, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DIGBO Gogui Albert, Maître-Assistant (Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa, RCI)

Madame LODUGNON-Kalou Evelyne (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur NKELZOK KOMTSINDI Valère, Professeur Titulaire (Université de Douala, Douala, Cameroun)

Madame PIRON Florence, Professeur Titulaire (Université Laval, Montréal, Canada)

Monsieur YOMB Jacques, Maître de Conférences (Université de Douala, Douala, Cameroun)

Monsieur OTEME Appolos Christophe, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur OUAKOUBO Gnabro, Professeur Titulaire (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo, RCI)



SOMMAIRE

Préface

BAHA-BI Youzan

Vivre avec la tuberculose en Côte d'Ivoire : perception du traitement, sentiments et contraintes des patients perdus de vue

N'GUESSAN Tenguel Sosthène.....1

Ressenti émotionnel et niveau d'attention soutenue des élèves déplacés internes en contexte de crise sécuritaire au Burkina Faso : analyse psycho-sociocognitive

ZONGO Yabré Awa Sandra Esther & N'DOUBA Boroba François.....21

Analyse de la sous-représentativité des femmes du RDR dans les instances de décision du District d'Abidjan (Côte d'Ivoire)

BONEBO Ganhoulou Angeline Prisca & BAH Mahier `Jules Michel30

Enjeux de la participation du groupement féminin Abon-Aninhi dans la lutte contre le paludisme dans la sous-préfecture de Guéhiébly (Côte d'Ivoire)

N'Guessan Apollinaire KOUADIO & Abodjô Anne Jemima DAINGUI48

Conduites envers la salubrité du cadre de vie selon le mode de communication et le sentiment d'intégration environnementale chez des résidents de la commune de Yopougon (Abidjan- Côte d'Ivoire)

YEO Gnènèkan Kassoum & YEO Elisabeth.....60

Étude des rapports émigrés-familles d'origine dans les Départements d'Akoupé et d'Adzopé

GANLÉ Adélaïde Gouzoua72



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

PREFACE

La Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales vient apporter une réponse à une multitude d'interrogations des Chercheurs et Enseignants-Chercheurs de l'Unité de Formation et de Recherche des Sciences de l'Homme et de la Société (UFR-SHS) d'une part, et des étudiants de Master et de Doctorat d'autre part. Quatre raisons fondamentales justifient a priori ces interrogations et cette naissance.

- La première est que toute Université ou institution d'enseignement supérieur ne vaut que par la puissance de ses recherches et des résultats de celles-ci. Les colloques, les Séminaires, les journées scientifiques, les symposiums, les tables rondes ou tout autre meeting d'intérêt scientifique, à caractère national et ou international, doivent y contribuer.
- La deuxième est que les résultats et/ou les produits des travaux de recherche doivent être publiés pour être connus dans le monde scientifique. Telle doit être la vision ou l'ambition de tout chercheur. Telle est aussi la mission de toute revue scientifique de qualité.
- La troisième est que la recherche supporte l'enseignement et en assure la qualité et la pérennité. La recherche assure la renommée de l'Université sur le plan international. Cela est d'autant plus vrai que le Professeur HAUHOOT Asseypo, ancien Président de l'Université de Cocody écrivait dans la préface de la première Edition 2000 de l'Annuaire de la Recherche ceci : « par sa dynamique holistique, la recherche apparaît comme le meilleur garant de l'avenir et de la solidarité qu'il n'est même pas exagéré de dire que toutes les autres activités tiennent d'elle leur légitimité. » La revue constitue indiscutablement en la matière le support idéal.
- La quatrième raison est que la promotion des Chercheurs et des Enseignants-Chercheurs, leur épanouissement scientifique, pédagogique et leurs profils de carrière dans les différents grades du CAMES passent inévitablement et nécessairement par les publications dans des revues de référence.

En rapport avec ces quatre raisons, il est à constater que depuis la fin des années 1980, l'éclatement de l'ancienne Faculté des Lettres Arts et Sciences Humaines en quatre UFR a consacré la disparition des Cahiers de la Faculté et des Annales de l'Université. L'UFR-SHS qui compte onze départements, dont six filières d'enseignement, trois Instituts et deux Centres de Recherche, ne dispose plus de revue à sa dimension. Il est bon de rappeler à juste titre que l'UFR-SHS est la plus grande de par ses effectifs d'étudiants (15 700), de Chercheurs et d'Enseignants-Chercheurs (500 environ) et de personnels administratifs et techniques « PAT » (100 environ).

S'il est vrai que chaque département fait l'effort de se doter d'une ou de deux revues caractérisées généralement par des parutions intermittentes ou irrégulières, à défaut de disparaître purement et simplement faute de moyen, il n'en demeure pas moins que cela est largement en deçà des attentes.



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

Il va sans dire que la plupart des Chercheurs et Enseignants-Chercheurs s'adressent à des revues étrangères en Afrique, en Europe et/ou en Amérique pour publier leurs travaux avec des fortunes diverses (rejets d'articles, retard des publications et longues attentes etc.).

C'est donc pour résoudre un tant soit peu ces problèmes que les équipes de recherche, les Conseils de département et le Conseil d'UFR-SHS ont suggéré la création de deux revues scientifiques à l'UFR.

La première sera destinée aux publications des travaux de recherche en sciences sociales et humaines. La deuxième revue publiera, outre les résultats des recherches en sciences sociales, les communications des spécialistes d'autres disciplines scientifiques (sciences médicales, juridiques, économiques, agronomiques, etc.).

Cela devra résoudre ainsi les problèmes d'interdisciplinarité et pluridisciplinarité dans la mesure où les sciences sociales sont des sciences transversales au carrefour de toutes les disciplines.

Pour ce faire, la périodicité à terme est de deux parutions annuelles, c'est-à-dire une parution semestrielle pour chaque revue.

En ce qui concerne particulièrement la Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales (RERISS), l'on devra admettre des numéros spéciaux et des parutions exceptionnelles selon les intérêts et les enjeux du moment.

Il pourra, par exemple, s'agir des numéros spéciaux consacrés aux travaux d'étudiants (Doctorants et Masterants), des actes de colloques et séminaires, des études de projets d'intérêt scientifique avec des partenaires extérieurs, ainsi que de toute autre initiative pouvant aboutir à une mise en commun des travaux issus de plusieurs spécialités et sujets dans divers domaines de la recherche scientifique.

C'est l'exemple de ce tout premier numéro RERISS qui sera mis à la disposition du public en vue de bénéficier des critiques et observations de la communauté Scientifique pour une réelle amélioration.

Toutefois l'accent doit être mis (et ce serait l'idéal) sur les parutions thématiques semestrielles en rapport avec l'actualité du moment.

Si ce principe est acquis, l'on doit s'atteler à préserver ou à sauvegarder la pérennité de la revue et à assurer sa pleine promotion sur le long terme. Cette promotion et cette pérennisation doivent se faire grâce à la mobilisation et la détermination de l'ensemble des animateurs de la revue tous les grades universitaires confondus.

L'on doit ensuite s'atteler à régler la fameuse question de financement qui bloque généralement tout projet de cette nature. En effet la pérennisation et le rayonnement d'une revue de référence dépendent aussi et surtout de ses moyens financiers. Pour éviter une existence éphémère à la RERISS, il est souhaitable que les responsables de la Revue fassent d'abord un minimum de sacrifice par des cotisations à un montant supportable. Ensuite, tous les responsables et animateurs doivent souscrire à un abonnement obligatoire, ce qui signifie : à chacun son exemplaire (à un coût qui sera fixé d'un commun accord). Enfin, tous les auteurs sans exception, désireux de publier



RERISS

Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
ISSN: 2708-275X

doivent contribuer à une hauteur financièrement supportable aux frais d'édition de leurs travaux.

Telles sont les suggestions susceptibles d'aider les animateurs de cette revue à assurer un minimum de garantie pour sa survie.

Par notre volonté commune et notre détermination, ce projet peut devenir une réalité pour le bonheur des initiateurs, en particulier des Chercheurs et Enseignants-chercheurs de l'UFR.

Pour terminer, je tiens à remercier tous ceux qui œuvrent inlassablement chaque jour de façon désintéressée afin que ce qui était naguère un rêve devienne une réalité. Il s'agit en premier lieu de tous les membres du Laboratoire d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales, qui constituent plus qu'une équipe de recherche, un esprit à nul autre pareil.

Il s'agit ensuite de tous les Chercheurs et Enseignants-chercheurs, membres des différents comités (Comité scientifique, Comité de lecture, Comité de rédaction, etc.).

Il s'agit encore de la Direction des Editions Universitaires de Côte d'Ivoire (EDUCI).

Il s'agit enfin des membres fondateurs de la RERISS, garants moraux et scientifiques de la survie de cette œuvre commune.

Merci à vous tous.

Vive la recherche à l'UFR-SHS et longue vie à la revue RERISS.

**Professeur BAHA-BI Youzan
Directeur de Publication RERISS**



Enjeux de la participation du groupement féminin Abon-Aninhi dans la lutte contre le paludisme dans la sous-préfecture de Guéhiébly (Côte d'Ivoire)

N'Guessan Apollinaire KOUADIO, Doctorant, apocasien@yahoo.fr, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Cocody / Côte d'Ivoire.

Abodjô Anne Jemima DAINGUI, dainguijemima@gmail.com

Résumé

Cette étude analyse les enjeux de la participation des femmes du groupement Abon-Aninhi à la lutte contre le paludisme dans la sous-préfecture de Guéhiébly. Pour cette étude qui se qualifie de qualitative, on a mobilisé comme techniques de collecte de données la recherche documentaire, l'observation directe et l'enquête de terrain avec les outils que sont la grille de lecture, la grille d'observation, le guide d'entretien et le questionnaire. Il ressort des résultats du terrain qu'au-delà des enjeux comme paramètres explicatifs du phénomène, la participation du groupement Abon-Aninhi résulte sur le plan scientifique de la volonté des femmes dudit groupement de se repositionner afin de s'assurer une autonomisation socioéconomique.

Mots clés : Participation, Groupement, Paludisme, Autonomisation

Abstract

This study aimed to analyze the participation of women from the Abon-Aninhi group in the fight against malaria in the Guéhiébly sub-prefecture. For this qualitative study, data collection techniques included documentary research, direct observation and a field survey using reading grids, observation grids, interview guides and questionnaires. The results showed that, over and above the issues at stake as explanatory parameters of the phenomenon, the participation of the Abon-Aninhi group was, scientifically, the result of a desire on the part of the group's women to reposition themselves to ensure their socio-economic empowerment.

Key words: Participation, Group, Malaria, Empowerment

Introduction

Le paludisme est la maladie parasitaire la plus répandue dans le monde. Elle constitue un risque majeur pour plus de deux milliards d'êtres humains. L'Afrique subsaharienne qui ne compte que 8 % de la population mondiale fournit 85 % à 90 % des cas de paludisme (200 à 280 millions de cas dont 90 % dus à *Plasmodium falciparum*). Les enfants de moins de cinq ans, payent le plus lourd tribut à cette maladie. Selon l'OMS, le paludisme tue entre 1,1 et 2,7 millions de personnes dans le monde chaque année, dont environ un million d'enfants de moins de cinq ans résidant en Afrique subsaharienne. En plus des pertes en vies humaines, le paludisme coûte cher en dépenses de santé publique (Youmba et Barrère, 2004).

La Côte d'Ivoire fait également partie des quatorze pays d'Afrique où sont recensés 80 % des décès. Les enfants de moins de 5 ans sont les plus touchés avec plus d'un décès toutes les minutes. Véritable fléau, le paludisme est considéré comme un problème de santé publique en Côte d'Ivoire. La transmission y est stable, il y représente le premier motif de consultation dans les formations sanitaires du pays, la première cause de morbidité et de mortalité. Le paludisme représente également un véritable frein au



développement. La lutte apparaît comme un enjeu d'ordre vital pour ce pays, qui sort d'une décennie de crises sociopolitiques successives l'ayant affaibli dans de nombreux domaines. (Fakhi Chadi, 2014). Le profil climatologique et géomorphologique exerce une forte influence sur le profil de transmission du paludisme dont l'intensité varie selon les saisons. Dans les zones forestières, la transmission du paludisme dure quasiment toute l'année. Dans les zones de savane boisées ou secteur sudsoudanais et soudanais du Nord, la transmission du paludisme est permanente avec une recrudescence pendant les saisons de pluies. Dans les zones de transition au Centre (pré forestière), la durée de la transmission du paludisme est comparable à celle de la zone forestière avec des variations en fonction du faciès écologique et l'aménagement de l'environnement à des fins agricoles (MSP et PNLP, 2020).

La région du Guemon n'est pas en reste. L'on enregistre également un taux considérable de paludisme dans le département de Duekoué, notamment dans la sous-préfecture de Guéhiébly. (Rapport Save the Children, 2021).

Face à cette maladie endémique, des actions ont été menées par les pouvoirs publics, les organisations internationales et ONG pour lutter contre ce fléau. En effet, le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle (MSHPCMU) avec l'appui des partenaires a élaboré ce nouveau plan stratégique pour la période 2021-2025 prenant en compte les nouvelles orientations de la lutte. La Côte d'Ivoire a inscrit la lutte contre le paludisme comme une priorité en accord avec le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2016-2020. Ce dernier PNDS a servi de base à l'élaboration du quatrième Plan Stratégique National (PSN) de lutte contre le paludisme 2021- 2025 prenant en compte les recommandations de la revue des performances du programme de la période 2016-2020 et les nouvelles orientations Mondiales. Ce plan s'aligne sur les nouvelles orientations définies dans la Stratégie Mondiale de lutte contre le paludisme 2016-2030. La réussite de la mise en œuvre du PSN 2021-2025 nécessite le suivi et l'évaluation des interventions de lutte contre le paludisme. Ainsi le PNLP a entrepris avec l'ensemble des parties prenantes du secteur et des partenaires au développement, l'élaboration d'un Plan de suivi et évaluation pour accompagner efficacement la mise en œuvre du PSN 2021-2025. Il permet de fournir d'une part aux acteurs, décideurs, un outil de référence pour le suivi et l'évaluation et d'autre part de disposer d'informations fiables à temps pour la prise de décisions. Ce plan de suivi et évaluation élaboré de façon consensuelle et participative, décrit les grandes lignes des activités qui vont permettre de suivre et évaluer les interventions ainsi que le système de collecte des données. De ce fait, le plan de suivi et évaluation est un outil qui interpelle le PNLP et ses partenaires à rendre compte à travers un processus transparent et bien coordonné MSP, PNLP (op.cit.).

En effet, des organisations internationales telle que Save the Children International (SCI), bénéficiaire de la subvention CIV-M-SCI 1572, du fonds mondial à intégrer, dans le cadre du projet « Mise à échelle des interventions pour combattre le paludisme en Côte d'Ivoire », une stratégie basée sur le modèle socio-écologique, visant à la participation des groupements féminins. (SCI, 2020). C'est ainsi que le groupement Abon-Aninhi a été sollicité par l'ONG International Rescue Committee (IRC) afin de participer à la lutte contre le paludisme dans la sous-préfecture de Guéhiébly.



Le présent article vise à analyser les enjeux de la participation du groupement féminin Abon-Aninhi dans la lutte contre le paludisme dans la sous-préfecture de Guéhiébly.

1. Méthodologie

La méthodologie mise en œuvre a consisté à conduire des enquêtes de terrain dans les sous-préfectures de Guéhiébly dans le département de Duékoué dans la région Ouest de la Côte d'Ivoire. Le choix de cette sous-préfecture dans la réalisation de cette étude est motivé par le projet de l'ONG Save the Children à travers la « mise à échelle des interventions pour combattre le paludisme en Côte d'Ivoire » au niveau communautaire 2018-2020 (NMF2). Conformément à notre objectif d'étude et notre hypothèse, nous avons choisi comme technique de collecte des données la recherche documentaire, l'observation directe et l'entretien semi-directif. Pour les instruments de collecte de données, nous avons opté pour le guide d'entretien. Dans une approche qualitative, les entretiens et les focus group ont été entrepris avec les acteurs en fonction de leur statut social. Il s'agit entre autres des responsables et membres de la société civile (Présidents de la jeunesse sous-préfectorale, de quartiers et sous-quartiers, chefs de communauté ethnique de quartiers et sous-quartiers et leaders d'associations, leaders religieux, présidents des parents d'élèves, responsables de l'ONG International Rescue Committee, aux membres du groupement féminin Abon-Aninhi) ; aux agents de la santé (sages-femmes, infirmiers, médecins et personnel administratif de la santé) et au personnel administratif de la sous-préfecture de Guéhiébly. Dans un souci de rigueur de représentation qualitative, nous avons choisi 30 personnes en fonction de leur connaissance du phénomène à l'étude. Ainsi la technique d'échantillonnage de type accidentel choisi offre la possibilité à tous les acteurs d'être choisis en fonction de leur disponibilité.

2. Résultats

2.1. Amélioration de la santé communautaire et infantile

La participation du groupement Abon-Aninhi dans la lutte contre le paludisme a permis l'amélioration de l'état de santé chez les enfants. Ce propos est corroboré par D.S l'une des responsables du groupement en ces termes :

« Les enfants ne tombent plus trop malade depuis qu'on a commencé le travail dans le village en faisant la sensibilisation. Avant le projet beaucoup d'enfants avaient le corps chaud. Avec nos conseils, beaucoup de personnes dorment maintenant sous la moustiquaire imprégnée... la maladie a diminué dans le village et les gens nous considèrent maintenant. ».

P.L, un infirmier du centre de santé communautaire de Guéhiébly, a confirmé ces propos :

« Nous sommes passé de plus de 100 cas à environ 30 cas de paludisme dans le mois. Et cela est à mettre au titre du travail remarquable que font ces braves dames depuis le début de l'année 2019. »

Ces propos ont révélé que la participation du groupement Abon-Aninhi dans la lutte contre le paludisme a permis une amélioration remarquable de l'état de santé chez les enfants dans la sous-préfecture de Guéhiébly.



Aussi, convient-il de mentionner que ces femmes sont des mères pour la plupart, qui se sont appropriées les connaissances des indicateurs de santé. Elles sont désormais dotées d'expérience dans l'appréciation de l'état de santé de leurs proches. La formation qu'elles ont suivi dans le cadre du projet, appuyée par les échanges avec les agents de santé ont constitué des rudiments nécessaires pour l'identification des cas de maladie infantiles, tels que : le paludisme, les infections respiratoires aiguës et la diarrhée. Dans ces conditions, il convient de soutenir que le projet de participation à la lutte contre le paludisme par le groupement Abon-Aninhi a également contribué à l'amélioration progressive des connaissances de ces femmes en matière de santé et de pratiques familiales essentielles. En effet, les causeries éducatives réalisées dans les ménages avec leurs consœurs et les réunions de synthèse réalisées chaque mois avec leurs superviseurs ont permis à ces femmes de comprendre et de maîtriser certains aspects des maladies infantiles qu'elles ignoraient avant leur adhésion au projet. L'intégration et l'implication active des femmes dans la lutte contre le paludisme à Guéhiébly a trouvé un écho favorable, auprès des populations et contribué à l'amélioration de l'environnement sanitaire de la communauté. Cette intégration est reconnue par K.L, membre du groupement Abon Aninhi en ces propos :

« Avant, c'étaient les Agents de Santé Communautaires seulement qui sensibilisaient au village. Maintenant c'est nous qu'on appelle les mamans docteurs au village. À n'importe quelle heure les gens viennent nous demander des conseils [...]. Au début c'était difficile mais maintenant ça va... une fois, une des nôtres a accompagné une femme enceinte pour son accouchement à l'hôpital. Tout ça pour dire que les enfants sont normalement suivies pour recevoir les soins qu'il faut. ».

Ces propos traduisent clairement que la participation des femmes du groupement Abon-Aninhi à la lutte contre le paludisme a non seulement contribué à maîtriser des méthodes de suivi des femmes enceintes mais aussi a favorisé l'amélioration de la santé communauté.

En dehors de ce fait, le groupement s'est investi dans les activités d'entraide et d'actions sociales en faveur de la cantine scolaire du village. Elles contribuent régulièrement à l'approvisionnement de la cantine grâce aux récoltes de leur champ communautaire. C'est ce qu'affirme G, une responsable du groupement Abon-aninhi en ces termes :

« Nous participons à la cantine grâce aux récoltes que nous faisons, nous les mettons les produits à la disponibilité de la cantine du village et aussi grâce à l'association et sa bonne organisation une structure a eu à installer une classe passerelle pendant deux (02) au village pour le bien-être des enfants... Et ensuite grâce à l'association il y'a une AVEC qui a été créer pour aider les femmes. ».

Ces propos montrent les actions de solidarité du groupement Abon-Aninhi dans la sous-préfecture de Guéhiébly. Ce qui a permis non seulement l'approbation et l'admiration de la chefferie, mais aussi le renforcement de leur autonomisation.



2.2. Renforcement des liens sociaux entre les femmes du groupement Abon-Aninhi

La participation du groupement Abon-Aninhi dans la lutte contre le paludisme a contribué au renforcement des liens sociaux entre les femmes de Guéhiébly. Elle a facilité le renforcement des liens sociaux entre le groupement Abon-Aninhi et les femmes de Guéhiébly. Convaincues des différents changements dans leurs expériences en tant que femmes et mères, elles ont cité des éléments non définis comme objectifs initiaux du projet mais qui ne sont pas moins importants pour la réussite des activités. Le Renforcement du réseau social dont elles bénéficient à travers le projet de lutte contre le paludisme n'était pas évident avant leur adhésion. Même si elles se connaissaient auparavant, c'est à la faveur des activités du projet qu'elles ont tissé des liens sociaux forts. Les activités du projet les contraignaient à partager leurs expériences, chose qu'elles ne faisaient pas avant. D'ailleurs, l'un des éléments qui a attiré notre attention par rapport à ce groupement est qu'à la différence des autres groupements, Abon-Aninhi a opté pour la formation de 15 membres au lieu des 10 prescrits dans la stratégie du projet. En effet, le projet prévoyait de former 10 membres par groupement féminin pour en faire des Points Focaux des Groupement Féminin (PFGF). Dans un souci de permettre à toutes les femmes de bénéficier de la formation et faciliter le processus d'appropriation des activités par toutes les femmes du groupement, les responsables du groupement ont opté pour la formation de 15 femmes et la restitution de la formation à tous les autres membres groupement. Cette mesure avait pour objet selon les dires de l'un des conseillers du groupement de :

« Faire en sorte que toutes les femmes du groupement comprennent bien les activités afin d'obtenir les résultats voulus par l'ONG IRC... Dans notre groupement, il n'y a pas de mois où nous n'atteignons pas nos résultats. Le projet veut que nous touchions 100 femmes par mois. Quand nous nous sommes entretenus avec les membres nous avons décidé d'associer toutes les femmes pour éviter que des voyages ou empêchements nous mettent en retard sur le travail à faire... cette manière de faire a aussi permis aux femmes d'être beaucoup plus solidaires... »

Leur responsabilisation dans la promotion de la santé communautaire a favorisé ainsi des rencontres périodiques et a renforcé surtout la solidarité entre elles. Cela a aussi le mérite de renforcer leur estime de soi et leur confiance en elles-mêmes.

Les liens de solidarité acquis leur a permis d'échanger aisément sur les questions touchant à la vie de leur communauté, au-delà des questions liées à la santé. Cette nouvelle culture de groupe a créé un véritable esprit de famille entre les femmes du groupement. Leur fierté de participer à ce projet de lutte contre le paludisme a été la satisfaction qu'elles ont d'aider et/ou d'être aidées.

C'est ce que confirme D, membre du groupement par ceci :

« Grâce aux exercices de brise-glace qu'on a fait au début de notre formation, on n'a plus trop honte de parler aux autres. On peut se donner des conseils entre nous et on peut donner des conseils à nos voisines... On est plus trop timides et on se connaît mieux entre nous. Je suis personnellement à l'aise dans le groupe et je pense que les autres aussi parce que maintenant on peut parler de tout... »



La présidente d'association a corroboré ces propos :

« Parler ensemble nous permet de mieux nous connaître entre nous... Nous avons de meilleures relations parce que tout ce qu'on pensait des autres n'était pas forcément vrai... on se connaît mieux et nous sommes devenues de meilleures amies grâce au projet. »

Ces propos révèlent les aspects positifs de la participation du groupement dans la lutte contre le paludisme.

De plus, le projet a prévu des primes trimestrielles de 50 000 FCFA à tous les groupements féminins. À la différence de plusieurs groupements féminins qui ont opté pour le partage de ces primes entre les différents PFGF intervenant sur le projet, le groupement Abon-Aninhi a opté pour une mise en commun de cette prime par respect aux lignes directrices du projet. Le cumul de cette prime a permis à ce groupement de s'investir dans un champ communautaire comme le dit la présidente du groupement :

« Nous avons commencé par un champ de manioc et puis à maintenant on a un peu de maraîcher... On préfère garder l'argent ensemble pour que notre groupement soit plus fort. Et puis les ressources de ventes de nos produits vont rendre notre caisse de solidarité plus solide et les membres vont pouvoir bénéficier des retombées de nos ventes. »

Persuadées des différents changements dans leurs expériences en tant que femmes et mères, elles pensent que l'avènement du projet a constitué un véritable catalyseur de renforcement des liens sociaux, qui concourent par ricochet à la réussite de leurs activités. La construction du renforcement du réseau social dont elles ont bénéficié par l'entremise du projet a davantage consolidé les liens qui existaient déjà entre ces femmes avant leur adhésion au projet. C'est ce que T. membre du groupement Abon-Aninhi dit en ces termes :

« Grâce à l'ONG et son projet je m'assume, j'ai des oreilles pour m'écouter, j'ai auprès de moi des mamans qui m'écoutent, qui me viennent en aide et ça, c'est grâce à l'association. »

Ainsi, en plus des activités associatives, qui les réunissaient, les activités du projet les incitent au partage d'informations liées à la santé et au partage d'expériences. La participation des femmes et leur responsabilisation dans la promotion de la santé communautaire a favorisé ainsi des rencontres périodiques, qui ont participé au renforcement des liens sociaux, mais aussi et surtout à la production et à la reproduction d'une solidarité entre elles. Cette forme de solidarité a contribué à la fabrication d'une nouvelle catégorie de femmes, qui se vante le mérite de rompre avec les idées préconçues associées à la femme. Ainsi ces femmes se construisent-elles une estime de soi et une confiance en elles-mêmes, dont le couronnement est la production et la reproduction d'un repositionnement social au sein et en dehors de la communauté.

2.3. Résilience des femmes du groupement Abon-Aninhi

Bien qu'étant reléguées dans une position de dominée (exécutante) par les hommes de Guéhiébly, les femmes du groupement sont arrivées néanmoins à faire de la résilience et à se repositionner économiquement. L'autonomisation économique des femmes du



groupement a connu son déclenchement avec le partage des ressources issues de la vente de leurs productions agricoles et de la mise en place de l'Association Villageoise d'Epargne et de Crédit (AVEC). Cette résilience s'est opérée avec la capacité de ces femmes à accepter leur condition de "main d'œuvre" au sein du groupe¹ et à adopter les nouvelles pratiques culturelles sous le conseil des hommes. En effet, au moment des récoltes, les femmes du groupement ont identifié parmi elles des membres dédiés à la vente pour ravitailler le village. C'est à juste titre, que la présidente du groupement affirme que : « *Nous sommes contactées dès la récolte par des grossistes pour acheter toute notre récolte...* ».

Ainsi cette opportunité de livrer la production aux revendeuses grossistes a boosté la notoriété du groupement. Au-delà de la notoriété, le partenariat entretenu avec ces grossistes a participé au repositionnement économique des femmes du groupement. Désormais, « *ce sont des hectares de manioc et autres cultures vivrières que nous mettons sur le marché du village et en dehors du village.* » S. membre du groupement Abon-Aninhi.

Outre la livraison de ces produits pour lesquels les femmes se partagent les ristournes, il y a leur participation aux activités de l'AVEC. Les prêts investis dans d'autres commerces suscitent la satisfaction de ces femmes. Mme S. le dit en des termes plus simples :

« *Grace à l'ONG et à l'association, j'arrive à avoir de l'aide venant de mes sœurs pour la scolarisation de mes enfants. Tout ça pour dire que grâce à l'association mise en place par l'ONG IRC nous arrivons à subvenir à nos besoins et celui de nos familles.* »

Ces propos révèlent l'autonomisation socioéconomique des femmes du groupement Abon-Aninhi. Le succès enregistré, à partir de la vente des productions agricoles du groupement et de l'AVEC ont permis au groupement en particulier aux femmes une autonomisation socio-économique. En effet, cette autonomisation s'est traduite par l'ouverture d'un compte bancaire, au nom du groupement, dans une micro finance, située dans la ville de Duékoué. Notons que les femmes du groupement Abon-Aninhi sont perçues non seulement comme des femmes épanouies, mais aussi et surtout comme des modèles de redynamisation de la femme rurale dans la sous-préfecture de Guéhiébly.

2.4. Repositionnement social des femmes de groupement Abon-Aninhi

Débuté par leur regroupement en association, le repositionnement social des femmes de du groupement Abon-Aninhi s'est prolongé et confirmé grâce à leur participation à la lutte contre le paludisme. C'est à ce titre qu'elles affirment être « *contentes, satisfaites de rendre service, fières d'être utiles à la communauté, valorisée par notre participation au projet...* » pour montrer leur estime acquise grâce à leur participation au projet. Avec leur participation au projet de lutte contre le paludisme, ces femmes ont opéré une rupture avec le rôle de simples femmes au foyer pour se positionner dorénavant comme pionnières du changement social, en général et de l'amélioration de la santé infantile du village en particulier.

¹ Le groupement initialement féminin est devenu mixte en raison du succès de ces femmes. Dans cette nouvelle configuration, les hommes, au nombre de trois, se sont attribués le rôle de conseillers.



Elles constituent désormais le porte flambeau de la communauté féminine, qui a été longtemps muselée et reléguée au second plan par les hommes. La joie d'aider, même à un degré moindre d'une femme à une autre, est partagée par toutes les femmes que nous avons rencontrées. De fait, participer à l'amélioration de l'état de santé de sa communauté est la plus grande fierté de ces femmes désormais points focaux de leur groupement dans le cadre du projet de lutte contre le paludisme. Pour certaines femmes, « *la récompense divine est préférable au gain financier* ». C'est cette croyance aux bénédictions de l'au-delà qui est la meilleure source de motivation de plusieurs femmes rencontrées. Se savoir plus écoutées et suivies par leur communauté est la plus grande récompense de ces femmes dans la mesure où elles ont senti qu'elles ont des compétences à valoriser.

La motivation de ces femmes à continuer les activités du projet s'est retrouvée plus dans le fait de se sentir écouté et respecté par la communauté. En effet, si ces femmes ont été perçues comme devant être soumises, leur participation à la lutte contre le paludisme donne l'occasion de prouver qu'elles peuvent jouer un rôle indispensable tant dans leur famille, auprès de leurs paires que dans la communauté en général. En termes claires, la participation au projet permet à ces femmes d'occuper une place importante dans la communauté.

C'est dans cette perspective que G.K membre du groupement Abon-Aninhi a attesté ces propos en ces termes :

« C'est un vrai bonheur de savoir qu'on peut désormais aider les gens du village à se porter mieux. Nous sommes très heureuses de notre contribution à la santé ici à Guéhiébly. La prime que nous percevons sur le projet ne représente rien... nous sommes justes heureuses de rendre service aux villageoises. Les champs que nous avons faits avec notre prime servent à tout le village. Le notable qui est là peut témoigner de notre contribution au village. Les maladies ne viennent plus comme avant dans les familles à cause de ce que nous faisons. »

Ces propos sont renchérissés par V.C une responsable du groupement Abon-Aninhi par ceci :

« Avec ce projet nous sommes devenues importantes et très respectées par la chefferie et les autres femmes du village. Certaines viennent nous voir et avec le chef on va parler à leur mari pour qu'il donne l'argent à sa femme pour aller à l'hôpital. Tous les cas qu'on envoie à l'hôpital sont reçus en priorité donc imagine ce que les gens disent maintenant de nous »

Ces propos mettent en évidence le privilège et la considération que les femmes membres du groupement Abon-Aninhi reçoivent au sein de leur communauté au regard de leur participation dans la lutte contre le paludisme dans la sous-préfecture de Guéhiébly.

3-Discussion

Le repositionnement social des femmes met en évidence les enjeux de la participation du groupement féminin Abon-Aninhi dans la lutte contre le paludisme. En effet, si ces femmes ont été perçues comme devant être soumises, leur participation à la lutte contre le paludisme donne l'occasion de prouver qu'elles peuvent jouer un rôle indispensable



tant dans leur famille, auprès de leurs paires que dans la communauté en général. En termes claires, la participation au projet permet à ces femmes d'occuper une place importante dans la communauté. C'est dans ce sens que certains auteurs tels que Hadizatou Alhassoumi (2021), affirme que plusieurs groupes de femmes se forment à l'échelle d'un village, puis se mettent en réseau autour d'une caisse unique qu'elles approvisionnent grâce à des activités génératrices de revenus (AGR) comme la vente de produits agricoles. Grâce aux multiples formations notamment en leadership, en droits humains, en santé sexuelle et reproductive, l'auteure mentionne que les femmes participent à l'animation de plateformes communales de sensibilisation sur des sujets sociétaux comme la scolarisation des jeunes filles, l'allègement des tâches ménagères ou les violences basées sur le genre. De ce fait, selon l'auteure, les "femmes MMD" renforcent leur ancrage au sein des communautés. Quant à Halimatou Ba (2006), elle a soutenu que le regroupement associatif permettant de renforcer la solidarité collective constitue une stratégie organisationnelle des femmes. Elle cite pour ce faire Ryckmans (1997), qui souligne que les femmes africaines n'ont pas attendu la crise pour créer les associations féminines, mais les difficultés actuelles rendent leur existence plus que nécessaire. Ainsi, la transformation des organisations traditionnelles a pour but de renforcer leur pouvoir économique pour la satisfaction de leurs besoins.

L'étude de Zoa Ngaoundoua (2000) qui porte sur les attitudes et les comportements des femmes sénégalaises témoigne de cette dynamique dans leurs pratiques collectives à travers les GIE à Dakar. Elle révèle que dans les quartiers populaires urbains de Dakar, ces groupements des femmes sont des lieux de création de petites unités de production et de gestions des problèmes sociaux. La capacité de mobilisation de ressources et de création de micro-entreprises fait de ces femmes des partenaires privilégiées dans les politiques de gestion participative de l'environnement urbain et du développement durable.

Nous avons l'amélioration de la santé communautaire et infantile comme enjeu de la participation du groupement dans la lutte contre le paludisme. En effet, l'intégration des femmes du groupement Abon-Aninhi à la lutte contre le paludisme a permis l'amélioration de l'état de santé chez les enfants et de la population en général. Bradley et al. (2012), démontrent que l'implication des populations dans la gestion des activités d'un projet est assortie de résultats probants, qu'il convient de pratiquer pour le bien-être de la communautaire.

Ajouter à cela, la résilience des femmes du groupement Abon-Aninhi comme enjeu également de la participation du groupement dans la lutte contre le paludisme. Bien qu'étant reléguées dans une position de dominée (exécutante) par les hommes de Guéhiébly, les femmes du groupement sont arrivées néanmoins à faire de la résilience et à se repositionner économiquement. L'autonomisation économique des femmes du groupement a connu son déclenchement avec le partage des ressources issues de la vente de leurs productions agricoles et de la mise en place de l'AVEC. Cette résilience s'est opérée avec la capacité de ces femmes à accepter leur condition de "main d'œuvre" au sein du groupe et à adopter les nouvelles pratiques culturelles sous le conseil des hommes. Ibrahima Dia (2020) soutient que l'action collective des GPF a également contribué à donner aux femmes une voix plus forte dans la manière. Pour lui, les GPF sont des forums de solidarité, où les femmes peuvent partager des informations et être



formées sur les questions relatives à la terre. Car, grâce à ces groupes, il affirme que les femmes sont mieux organisées et ont pris conscience de leur force et de leur place dans la communauté. Selon le Rapport FAO (1999), les groupes d'intérêt économique (GIE) constituent le moteur des activités économiques des femmes, dans le sens où ils permettent d'améliorer les revenus et de valoriser la position des femmes au sein de la famille. Le rapport mentionne que la constitution des GIE se fait par affinité, famille ou activité ; elle facilite la répartition des tâches, l'accroissement de la responsabilité individuelle, un meilleur contrôle de l'efficacité des activités, ainsi que la création de revenus directs et individuels pour ses femmes. Joëlle Piraux (2000) met en exergue le rôle du groupe dans l'émancipation des femmes. En effet, l'auteur soutient que les groupements féminins peuvent devenir de véritables « espaces de liberté » pour les femmes, où elles peuvent se retrouver entre elles et discuter des préoccupations qui leur sont propres, prendre la parole sans appréhension. Il affirme que les groupements apparaissent comme des espaces où les femmes peuvent se mouvoir plus librement sans enfreindre le cadre habituel des normes sociales. Car dit-il cela peut être également un lieu de formation au leadership dans l'action.

Cette étude montre donc que la participation de ces femmes au projet de lutte contre le paludisme à Guéhiébly a contribué à la valorisation de la place de la femme dans les rapports sociaux et à plus de responsabilité dans l'itinéraire thérapeutique de leurs enfants et de leurs pairs. Par conséquent, au-delà de la revalorisation de la place de la femme, l'intégration de la dimension genre dans un tel projet, à travers la participation des femmes des groupements féminin, est un facteur catalyseur pour l'atteinte des objectifs de changement social et de comportement au sein des communautés. Cela renforce le fait que la stratégie de l'intégration des femmes dans la mise en œuvre du projet est un pari gagné pour Save the Children.

Conclusion

Cette étude s'est fixée pour objectif d'analyser les enjeux de la participation du groupement féminin Abon-Aninhi dans la lutte contre le paludisme. Les approches monographiques et biographiques utilisées permettent de montrer à partir du discours des acteurs concernés et de la recherche documentaire, que les enjeux de la participation du groupement Abon-Aninhi dans la lutte contre le paludisme relèvent de l'amélioration de la santé communautaire et infantile, du renforcement des liens entre les femmes du groupement Abon-Aninhi, de la résilience des femmes du groupement Abon-Aninhi, mettant en évidence le repositionnement social des femmes du groupement dans la sous-préfecture de Guéhiébly.

En effet, cette étude montre que la participation des femmes du groupement Abon-Aninhi à la lutte contre le paludisme a non seulement contribué à maîtriser des méthodes de suivi des femmes enceintes mais aussi a favorisé l'amélioration de la santé communauté. Aussi, cette participation constitue-t-elle un véritable catalyseur de renforcement des liens sociaux, qui concourent par ricochet à la réussite de leurs activités. Par ailleurs, bien qu'encadrées dans une position de dominée (exécutante) au sein du groupement par les hommes, les femmes du groupement sont arrivées néanmoins à faire de la résilience et à se repositionner économiquement. L'autonomisation économique des femmes du groupement a connu son déclenchement



avec le partage des ressources issues de la vente de leurs productions agricoles et de la mise en place de l'AVEC.

Cette étude permet de comprendre sur le plan scientifique que la participation du groupement Abon-Aninhi résulte de la volonté des femmes de se repositionner afin d'assurer une autonomisation socioéconomique dans la sous-préfecture de Guéhiébly. Une véritable volonté politique permettrait au groupement Abon-Aninhi d'atteindre cet objectif.

Références bibliographiques

- BOSERUP Estelle (1983) *Femme face au développement économique*, PUF, Paris, 315 pages.
- BRADLEY, B. H., POSTLETHWAITE, B. E., KLOTZ, A. C., HAMDANI, M. R., & Brown, K. G., 2012. *Reaping the benefits of task conflict in teams: The critical role of team psychological safety climate*. *Journal of Applied Psychology*, 97(1), 151-158.
- COCHE Raphaël (1995) *Participation des femmes au développement rural de la Guinée Maritime*, Unité Mixte de Recherches Regards.
- DIA Ibrahima (2020). *Quel rôle pour les Groupements de Promotion Féminine dans l'accès sécurisé des femmes au foncier ?* IED Afrique
- DROY Isabelle (1990). *Femmes et développement rural*. Éditions Karthala, 178 pages.
- FAKIH Chadi (2004). *LE paludisme en côte d'ivoire état des lieux, stratégies de lutte*, université bordeaux U.F.R. des sciences pharmaceutiques, Thèse pour l'obtention du diplôme d'Etat de docteur en pharmacie
- FAO (1999). *Poverty Alleviation and Food Security in Asia: Lessons and Challenges*, Bangkok, FAO Regional Office for Asia and the Pacific, Rome, FAO.
- GRAWITZ Madeleine (1996), *Méthodes des sciences sociales*, 10^e édition, Paris, Dalloz
- GLENN Evelyn Nakano (1999) "The Social Construction and Institutionalization of Gender and Race." Pp. 3-43 in *Revisioning Gender*, edited by M.M. Feree, J. Lorber, and B.B. Hess. Thousand Oaks, CA: Sage.
- HADIZATOU Alhassoumi (2021). *Dynamisme des mouvements de femmes rurales et processus d'affirmation dans l'action collective*. GRAIN DE SEL (GDS) N°80
- HALIMATOU BA (2006) *La participation des femmes dans les groupements économiques en milieu urbain dans le secteur des pêches à Dakar*. Thèse Ecole de service social faculté des sciences sociales Université Laval Québec
- KOUADIO N'Guessan Apollinaire (2004) *Les facteurs de non-adhésion à une coopérative agricole*, mémoire de maîtrise, IES, Université de Cocody.
- N'DA Paul (2006), *Méthodologie de la recherche. De la problématique à la discussion des résultats. Comment réaliser un mémoire, une thèse, d'un bout à l'autre*, Abidjan. : EDUCI
- PIRAUX Joëlle (2000). *Groupement de femmes au Sénégal, espace de liberté ou plates-formes pour le changement*. *Bulletin de l'APAD*, 20, Genre et Développement, <http://apad.revues.org>, 19 p.



Programme National de Lutte contre le Paludisme en Côte d'Ivoire. Plan de Communication Stratégique 2013-2015.

REVENGA Ana, SHETTY Sudhir, (2012). *L'autonomisation des femmes, un atout pour l'économie*, 4p.

<https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2012/03/pdf/revenga.pdf>

Consulté le 03/03/ 2022..

Save the Children Côte d'Ivoire (2017). *Subvention du Fonds mondial pour la lutte contre le paludisme en Côte d'Ivoire de 2018 à 2020. Aperçu général de la stratégie de mise en œuvre du volet communautaire*, Août 2017.

Save the Children Côte d'Ivoire (2018). *Projet : « Mise à échelle des interventions pour combattre le paludisme en Côte d'Ivoire » au niveau communautaire 2018-2020 financé par le Fonds mondial (CIV-M-SCI 1572), Directives Techniques pour la mise en œuvre et le suivi des activités du projet au niveau communautaire*, avril 2018.

YOUMBA Jean Christian et BARRERE Monique (2004), *Paludisme*, Rapport EDSC, Chapitre.9.